

# Pays-Bas

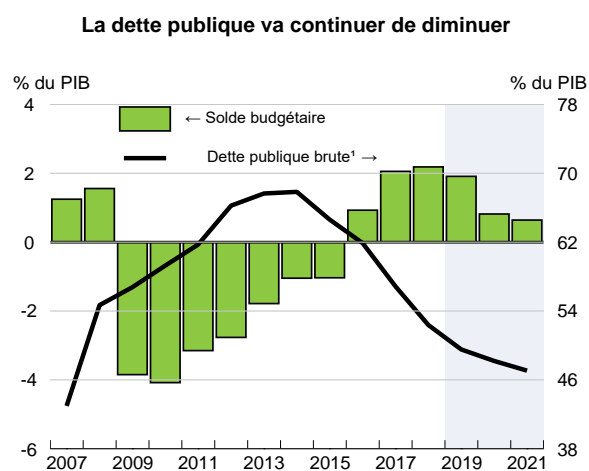
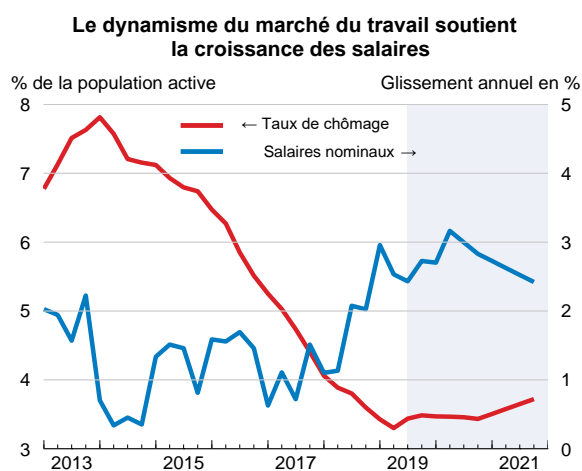
Après avoir fléchi en 2019 à cause du ralentissement des échanges mondiaux, la croissance devrait être renforcée en 2020 par un train important de mesures de relance budgétaire. Le marché du travail restera dynamique, le taux de chômage étant bas et la croissance des salaires vigoureuse.

L'impulsion budgétaire programmée freinera le recul de la dette publique exprimée en pourcentage du PIB. Les autorités conservent des marges de manœuvre budgétaires pour intervenir si l'environnement international devait se dégrader encore, en particulier en cas de perturbations liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit »). Réduire la différence de traitement fiscal entre les salariés réguliers et les travailleurs indépendants améliorerait l'inclusion.

## La faiblesse de la demande extérieure pèse sur la croissance

L'atonie de la demande extérieure, surtout celle de l'Allemagne, freine la progression des exportations et a légèrement réduit l'excédent des paiements courants. En revanche, la croissance de l'investissement des entreprises s'est redressée. La consommation privée s'est caractérisée par une solidité largement imputable au bas niveau du chômage et à la forte croissance des salaires. Cela dit, la confiance des consommateurs et des entreprises demeure faible. L'inflation a diminué, les effets de la hausse antérieure de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'étant estompés. La situation tendue du marché du logement a tiré les prix vers le haut, et la construction résidentielle s'est ralentie.

## Pays-Bas



1. Définition de Maastricht.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934045772>

## Pays-Bas : Demande, production et prix

Pays-Bas	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	708.3	3.0	2.5	1.7	1.8	1.6
Consommation privée	316.1	2.2	2.3	1.4	1.8	1.5
Consommation publique	174.9	0.9	1.6	1.3	2.5	2.0
Formation brute de capital fixe	141.8	4.3	3.2	5.0	1.7	1.6
Demande intérieure finale	632.8	2.3	2.3	2.2	2.0	1.7
Variation des stocks <sup>1</sup>	3.4	0.1	-0.2	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	636.2	2.4	2.1	2.3	2.0	1.6
Exportations de biens et services	562.8	6.7	3.7	2.4	2.7	2.1
Importations de biens et services	490.7	6.4	3.2	3.2	3.1	2.3
Exportations nettes <sup>1</sup>	72.1	0.9	0.7	-0.3	0.0	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.2	2.2	2.8	1.4	1.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	1.3	1.6	2.7	1.8	1.5
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	–	0.8	1.0	1.9	1.8	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	–	4.9	3.8	3.4	3.5	3.6
Taux d'épargne nette des ménages <sup>3</sup> (% du revenu disponible)	–	8.8	8.4	7.8	8.0	8.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	1.3	1.5	1.3	0.4	0.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	70.8	65.6	62.8	61.4	60.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	56.9	52.4	49.5	48.2	47.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	10.8	10.9	8.8	8.8	8.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

3. Incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046703>

## La politique budgétaire soutiendra l'activité économique

La politique budgétaire a pris une orientation expansionniste. Le budget de 2020 prévoit une réduction de l'impôt sur le revenu et une augmentation du crédit d'impôt sur les revenus du travail. Des dépenses publiques supplémentaires seront affectées au renforcement de l'offre de logements abordables et de la protection sociale. Les mesures de relance budgétaire représentent environ 1 point de PIB et l'on estime qu'elles rehausseront le taux de croissance de 0.6 point de pourcentage en 2020. Cette orientation budgétaire est appropriée compte tenu du ralentissement de l'activité économique, de la solidité des finances publiques, de la trajectoire favorable de la dette et du faible coût de son financement. Une politique budgétaire active permettra de soutenir la demande et de réduire l'excédent des paiements courants. Il faudrait envisager de nouvelles mesures en cas de perturbations liées au Brexit.

Le coût de financement de l'État étant proche de son point bas historique, un fonds d'investissement, tel que celui dont la création est proposée par le gouvernement, pourrait contribuer à renforcer la capacité de l'économie de relever les défis à venir liés à la transformation numérique, au changement climatique et au vieillissement de la population. Malgré les récents progrès accomplis en matière de réduction du dualisme du marché du travail, de nouvelles réformes, en particulier du système fiscal et des cotisations de sécurité sociale, s'imposent pour placer sur un pied d'égalité les travailleurs indépendants et salariés.

## La dégradation des échanges et le Brexit font peser des risques sur la croissance

La croissance du PIB devrait s'accélérer légèrement pour s'établir à 1.8 % en 2020, puis refluer à 1.6 % en 2021. En 2020, la demande sera surtout soutenue par la consommation privée et la forte relance budgétaire. Une décélération plus marquée que prévu des principaux marchés d'exportation, notamment l'Allemagne, constitue un risque à la baisse. Les Pays-Bas restent vulnérables à l'incertitude persistante qui entoure le Brexit. En outre, le niveau élevé des prix des logements et de l'endettement des ménages représente un risque pour la stabilité financière. Des mesures ont été prises récemment pour faire baisser la dette des ménages, en particulier la réduction de la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunt hypothécaire, mais il faut aller plus loin et surveiller les risques financiers. À l'inverse, la croissance pourrait être plus forte que prévu en cas d'amélioration plus marquée qu'on ne l'anticipe de la confiance des entreprises.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2019), « Pays-Bas », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/d34491fc-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.